



Audit – Bureau de Morlaix
Boulevard René Fily
CS 60001 – Saint Martin des
Champs

29673 Morlaix Cedex

Grant Thornton
Parc Edonia – Bâtiment G
Rue de la Terre Victoria
CS 26822

35760 Saint-Grégoire Cedex

NOVATECH INDUSTRIES

Société Anonyme au capital de 2 020 884 €

Siège social :

1 rue Paul Sabatier
22 300 LANNION

RCS 415 003 748 R.C.S. Saint-Brieuc

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2023

NOVATECH INDUSTRIES

Société Anonyme au capital de 2 020 884 €
Siège social :
1 rue Paul Sabatier
22 300 LANNION

RCS 415 003 748 R.C.S. Saint-Brieuc

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux actionnaires de la société NOVATECH INDUSTRIES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société NOVATECH INDUSTRIES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023, à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-18 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Morlaix et Saint Grégoire, le 21 mai 2024
Les Commissaires aux Comptes

Baker Tilly STREGO
Arnaud Moyon
Associé

Grant Thornton
Stéphane Bougreau
Associé



GROUPE NOVATECH INDUSTRIES

**COMPTES CONSOLIDÉS AU
31 DECEMBRE 2023**



SOMMAIRE

GROUPE NOVATECH INDUSTRIES COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2023

BILAN	3
BILAN ACTIF.....	4
BILAN PASSIF	5
COMPTE DE RESULTAT.....	6
COMPTE DE RESULTAT première partie.....	7
COMPTE DE RESULTAT deuxième partie.....	8
ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS	9
1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	14
1.1 Activité du Groupe	14
1.2 Crédit d'Impôt Recherche	14
2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	15
3 PRINCIPES COMPTABLES – METHODES D'EVALUATION.....	15
3.1 Méthodes de consolidation	15
3.1.1 Ecart d'acquisition	16
3.1.2 Méthodes obligatoires	16
3.2 Méthodes d'évaluation et de présentation.....	17
3.2.1 Immobilisations incorporelles.....	17
3.2.2 Immobilisations corporelles.....	17
3.2.3 Stocks et en cours de production	17
3.2.4 Créances et dettes	18
3.2.5 Valeurs mobilières de placement.....	18
3.2.6 Impôts différés	18
3.2.7 Crédit-bail.....	19
3.2.8 Provisions	19
3.2.9 Indemnités de départ à la retraite	20
3.2.10 Résultat par action.....	21
3.2.11 Effets escomptés non échus.....	21
3.2.12 Subventions d'investissement.....	22
3.2.13 Résultat exceptionnel	22
4 NOTES SUR LE BILAN.....	23
4.1 Immobilisations incorporelles.....	23
4.2 Immobilisations corporelles	24
4.2.1 Immobilisations corporelles – valeurs brutes	24
4.2.2 Immobilisations corporelles – amortissements	25
4.3 Immobilisations financières.....	26
4.4 Stocks et en cours de production	26
4.5 Dépréciations des actifs.....	27



4.6	Créances clients.....	27
4.7	Détail des autres créances.....	27
4.8	Valeurs mobilières de placements	28
4.9	Etat des échéances des créances	28
4.10	Capitaux propres.....	29
4.11	Analyse de la variation des intérêts minoritaires.....	29
4.12	Résultat net par action	30
4.13	Provisions.....	30
4.14	Dettes financières	31
4.15	Etat des échéances des dettes.....	32
4.16	Dettes fiscales et sociales	32
4.17	Autres dettes.....	32
5	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	33
5.1	Chiffre d’Affaires	33
5.2	Autres produits d’exploitation.....	33
5.3	Achats et charges externes.....	34
5.4	Frais de personnel.....	34
5.5	Dotations aux amortissements et aux provisions	35
5.6	Analyse du résultat financier	35
5.7	Analyse du résultat exceptionnel.....	35
5.8	Impôts	36
6	AUTRES INFORMATIONS.....	37
6.1	Informations par zones géographiques.....	37
6.2	Risques de taux et de change.....	37
6.3	Engagements hors bilan	37
6.4	Rémunérations des organes de direction	38
6.5	Honoraires des Commissaires aux Comptes	38
6.6	Effectifs.....	38



BILAN



BILAN ACTIF

EUR

RUBRIQUES	Montant brut	Amorts/Prov.	Montant net au 31/12/2023 12 mois	Exercice 31/12/2022 12 mois
Ecart d'acquisition				
Immobilisations incorporelles	1 076 499	1 012 271	64 228	117 771
Concessions, brevets et marques	1 076 499	1 012 271	64 228	117 771
Autres immobilisations incorporelles				
Acomptes et avances				
Immobilisations corporelles	13 439 769	10 087 409	3 352 361	3 384 277
Terrains	195 660	-	195 660	195 660
Constructions	1 512 697	1 047 919	464 778	476 180
Installations techniques	10 054 707	7 774 099	2 280 607	2 233 421
Autres immobilisations corporelles	1 652 191	1 265 390	386 801	476 107
Immobilisations en cours	24 515	-	24 515	2 910
Avances et acomptes				
Immobilisations financières	1 208 208	-	1 208 208	1 074 328
Titres de participation				
Titres des sociétés M.E.				
Créances sur participations				
Autres titres immobilisés	150	-	150	150
Prêts	696 709	-	696 709	652 933
Autres immobilisations financières	511 349	-	511 349	421 245
Actif Immobilisé	15 724 476	11 099 680	4 624 796	4 576 376
Stocks et en-cours	36 869 415	1 632 649	35 236 766	31 094 620
Matières premières	29 443 947	1 557 738	27 886 209	26 777 131
En cours de biens	6 295 431	-	6 295 431	3 428 213
En cours de services	110 589	-	110 589	213 055
Produits intermédiaires et finis	1 019 447	74 911	944 536	676 221
Marchandises				
Créances	12 592 679	567 515	12 025 164	7 731 330
Avances, acomptes sur commandes	1 778 373	-	1 778 373	252 974
Clients	7 023 989	567 515	6 456 474	4 731 586
Actifs d'impôts différés	332 555	-	332 555	649 250
Autres créances	3 457 762	-	3 457 762	2 097 520
Capital appelé non versé				
Disponibilités et divers	4 496 972	-	4 496 972	5 718 220
Autres valeurs mobilières	39 999	-	39 999	39 999
Disponibilités	4 259 150	-	4 259 150	5 585 691
Charges constatées d'avance	197 823	-	197 823	92 530
Comptes de régularisation	-	-	-	-
Actif circulant	53 959 066	2 200 164	51 758 902	44 544 169
Charges à répartir				
Total général	69 683 542	13 299 844	56 383 698	49 120 545



BILAN PASSIF

EUR

RUBRIQUES	Montant au 31/12/2023 12 mois	Montant au 31/12/2022 12 mois
Capital social	2 020 884	2 020 884
Prime d'émission, de fusion		
Ecart de réévaluation du groupe		
Réserve légale	202 088	202 088
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	928 174	1 248 113
Réserves groupe	4 832 776	4 966 568
Ecart de conversion du groupe		
Report à nouveau		
Résultat du groupe	2 062 494	(453 730)
Subventions d'investissement	300 806	380 605
Provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
CAPITAUX PART DU GROUPE	10 347 222	8 364 528
Intérêts hors groupe	718 717	736 661
Résultat hors groupe	253 247	(17 944)
Intérêts minoritaires	971 964	718 717
Ecart d'acquisition négatif		
Provisions pour risques	904	2 325
Provisions pour charges	1 284 514	1 334 911
Provisions	1 285 418	1 337 237
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit	4 912 045	7 250 375
Emprunts et dettes financières divers	-	459
Avances, acomptes reçus sur commandes	21 145 484	15 886 582
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 876 656	12 824 237
Dettes fiscales et sociales	3 328 589	2 016 322
Dettes sur immobilisations	15 643	123 991
Autres dettes	211 598	285 559
Passif d'impôts différés	-	-
Produits constatés d'avance	289 079	312 538
Dettes et régularisations	43 779 094	38 700 063
Total général	56 383 698	49 120 545



COMPTE DE RESULTAT



COMPTE DE RESULTAT première partie

	EUR	
RUBRIQUES	Montant au 31/12/2023 12 mois	Montant au 31/12/2022 12 mois
Production vendue de biens France	58 092 854	41 236 961
Production vendue de biens Export	320 330	2 798 768
Production vendue de services France	6 105 798	7 380 406
Production vendue de services Export	3 900	10 371
Chiffre d'affaires net	64 522 882	51 426 507
Production stockée	3 023 997	1 757 459
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises amortissements, provisions, transfert	511 134	222 150
Autres produits	179 955	90 646
Autres produits d'exploitation	3 715 086	2 070 255
PRODUITS D'EXPLOITATION	68 237 968	53 496 762
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières	43 919 178	46 624 718
Variation de stocks matières premières	(1 260 703)	(12 253 864)
Achats Consommés	42 658 475	34 370 854
Autres achats et charges externes	5 692 137	4 704 153
Impôts, taxes et versements assimilés	486 145	484 068
Salaires et traitements	11 085 366	9 843 978
Charges sociales	3 298 507	3 168 609
Participation des salariés	115 405	
Charges de Personnel	14 499 279	13 012 587
Dotations amortissements immobilisations	1 090 634	982 600
Dotations provisions sur immobilisations		
Dotations Dépréciations sur actif circulant	156 125	244 256
Dotations provisions risques et charges	180 454	25 885
Dotations Amortissements, Dépréciations, Provisions	1 427 213	1 252 741
Autres charges	219 602	159 057
CHARGES D'EXPLOITATION	64 982 849	53 983 460
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT DOTATIONS AMORTISSEMENTS ÉCARTS ACQUISITION	3 255 119	(486 697)
Dotations amortissements écarts d'acquisition	-	-
RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRES DOTATIONS AMORTISSEMENTS ÉCARTS ACQUISITION	3 255 119	(486 697)



COMPTE DE RESULTAT deuxième partie

RUBRIQUES	EUR	
	Montant au 31/12/2023 12 mois	Montant au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières		
Autres intérêts et produits assimilés	4 125	1 305
Reprises provisions, transferts charges	-	20 775
Différences positives de change		
Produits nets/cessions valeurs mobilières		
Ecart de conversion		
PRODUITS FINANCIERS	4 125	22 080
Dotations financières, amortissements, provisions	-	49 804
Intérêts et charges assimilées	362 879	208 393
Différences négatives de change		
Charges nettes/cessions valeurs mobilières		
CHARGES FINANCIERES	362 879	258 197
RESULTAT FINANCIER	(358 754)	(236 117)
Produits exceptionnels sur opérations gestion		
Produits exceptionnels sur opérations capital	79 850	46 807
Reprises provisions, transferts charges	-	88 905
PRODUITS EXCEPTIONNELS	79 850	135 712
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	65 244	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	
Dotations exceptionnelles amortissements, provisions	7 422	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	72 665	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	7 184	135 712
Impôts dus sur les bénéfices	(271 114)	115 428
Impôts différés sur les bénéfices	(316 695)	-
Impôts	(587 809)	115 428
RESULTAT DES SOCIETES INTEGRÉES	2 315 740	(471 674)
Quote-part dans le résultat des sociétés Mise en Equivalence		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	2 315 740	(471 674)
Résultat groupe	2 062 494	(453 730)
Intérêts minoritaires	253 247	(17 944)



ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS



Bilan consolidé - Groupe Novatech

ACTIF (en milliers d'€uros)	Notes	Brut	Amort./Dépréciations.	31/12/2023 12 mois Net	31/12/2022 12 mois Net
Immobilisations incorporelles	4.1	1 076	1 012	64	118
<i>Dont écarts d'acquisition</i>					-
Immobilisations corporelles	4.2	13 440	10 087	3 352	3 384
Immobilisations financières	4.3	1 208	-	1 208	1 074
Actif immobilisé		15 724	11 100	4 625	4 576
Stocks et encours	4.4	36 869	1 633	35 237	31 095
Clients et comptes rattachés	4.6	7 024	568	6 456	4 732
Autres créances	4.7	5 767	-	5 767	3 092
Valeurs mobilières de placement	4.8	40	-	40	40
Disponibilités		4 259	-	4 259	5 586
Actif circulant		53 959	2 200	51 759	44 544
TOTAL DE L'ACTIF		69 684	13 300	56 384	49 121

PASSIF (en milliers d'€uros)	Notes			31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
Capital social				2 021	2 021
Réserves				5 963	6 417
Résultat net part du groupe				2 062	(454)
Subvention Investissement				301	381
Capitaux propres	4.10			10 347	8 365
Intérêts minoritaires	4.11			972	719
Autres Fonds Propres					
Provisions	4.13			1 285	1 337
Emprunts et dettes financières	4.14			4 912	7 251
Fournisseurs et comptes rattachés	4.15			13 877	12 824
Dettes fiscales et sociales	4.16			3 329	2 016
Autres dettes	4.17			21 662	16 609
TOTAL DU PASSIF				56 384	49 121



Compte de résultat consolidé

(en milliers d'€uros)	Notes		31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
Chiffre d'affaires	5.1		64 523	51 427
Autres produits d'exploitation	5.2		3 715	2 070
Achats et charges externes	5.3		48 351	39 075
Charges de personnel	5.4		14 499	13 013
Autres charges d'exploitation			220	159
Impôts et taxes			486	484
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5.5		1 427	1 253
Résultat d'exploitation avant dotations amortissements écarts acquisition			3 255	(487)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			-	-
Résultat d'exploitation avant dotations amortissements écarts acquisition.			3 255	(487)
Résultat financier	5.6		(359)	(236)
Résultat exceptionnel	5.7		7	136
Impôts sur les résultats	5.8		(588)	115
Résultat net des entreprises intégrées			2 316	(472)
Résultat net de l'ensemble consolidé			2 316	(472)
Intérêts minoritaires			253	(18)
RESULTAT NET PART DU GROUPE			2 062	(454)
Résultat net par action en €uros			2,04	(0,45)



Tableau des flux de trésorerie consolidé

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	2 316	(472)
Amortissements et provisions	1 024	1 128
Variation des impôts différés	317	0
Résultat de cessions (net d'impôt)	(80)	0
Capacité d'autofinancement	3 577	657
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 415)	354
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 162	1 010
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Subvention d'Investissement	0	0
Acquisitions d'immobilisations	(1 056)	(1 154)
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	0	0
Variation des dettes sur immobilisations		
Incidence des variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(1 056)	(1 154)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés		
Dépôts et cautionnements versés		
Augmentations de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts		
Variation fonds de garantie affacturage	(88)	354
Remboursements d'emprunts	(2 339)	(2 021)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(2 427)	(1 667)
Variation de la trésorerie	(1 322)	(1 811)
Trésorerie à l'ouverture	5 582	7 392
Trésorerie à la clôture	4 259	5 582
Variation de la trésorerie	(1 322)	(1 811)



Détail de la variation du besoin en fonds de roulement

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022	Variation
Stocks et encours	36 869	32 585	4 285
Clients et comptes rattachés	7 024	5 464	1 560
Autres créances	5 434	2 443	2 991
Besoins	49 327	40 492	8 836
Fournisseurs et comptes rattachés	13 861	12 824	1 037
Dettes fiscales et sociales	3 347	2 016	1 331
Autres dettes	21 662	16 609	5 053
Dégagements	38 870	31 450	7 421
Variation BFR	10 457	9 042	1 415



Annexe aux comptes consolidés

1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1.1 Activité du Groupe

1.1.1 Activité

Le chiffre d'affaires du groupe Novatech Industries est en croissance de 25% en 2023, tiré essentiellement par les marchés de la défense et de l'aérospatiale, et retrouve la profitabilité.

Le groupe entre dans une nouvelle dimension. Afin de devenir une référence de l'excellence industrielle électronique en France, le Conseil d'Administration a décidé de renforcer sa gouvernance ainsi que son organisation.

Dans un monde économique incertain, Novatech a la chance d'être présent sur des marchés dynamiques et envisage une progression de son chiffre d'affaires.

Parallèlement le groupe met en place une stratégie et un plan de progrès pour une croissance rentable et pérenne pour les années qui viennent.

1.1.2 Impact des tensions des approvisionnements de matières premières

Des perturbations ont été ressenties au niveau des approvisionnements de matières premières, avec des manquants sur certaines références en raison d'une forte croissance de la demande, des tensions sur les délais d'approvisionnements ; ces facteurs ont occasionné une croissance du stock de matières premières au cours de l'année 2023.

Les sociétés ont dû commander davantage (NT) pour avoir plus de stock et pour se permettre de faire face à la demande et surtout par rapport aux perspectives des années futures.

1.1.3 Conflit Russo-Ukrainien

La situation en Ukraine est sans conséquence directe identifiée à la date d'arrêté des comptes et du rapport de gestion. Le groupe n'a pas été en mesure de mener l'analyse des répercussions indirectes de la situation en Ukraine mais que cette dernière est en cours étant entendu qu'aucune incidence significative n'est identifiée à ce jour.

1.1.4 Impact d'une cyber-attaque

Les impacts liés à la cyberattaque du 14 novembre 2022 ont été endigués et ne présentent plus d'effet défavorable sur l'activité.

1.2 Crédit d'Impôt Recherche

Le groupe n'a pas déposé de dossier de crédit d'impôt recherche pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.



2 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

SOCIETES	SIEGES	Date d'arrêté	Nature de l'arrêté	N° SIREN	31/12/23 CONT.	31/12/23 INT.	31/12/22 CONT.	31/12/22 INT.
Société mère : SA NOVATECH INDUSTRIES	Lannion	01/01 - 31/12/23	Comptes annuels au 31/12/2023	415 003 748	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Filiale : SA NOVATECH TECHNOLOGIES	Pont de Buis	01/01 - 31/12/23	Comptes annuels au 31/12/2023	444 527 618	89,92 %	89,92 %	89,92 %	89,92 %

L'ensemble des sociétés du groupe est consolidé par la méthode de l'intégration globale.

3 PRINCIPES COMPTABLES – METHODES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés de la société NOVATECH INDUSTRIES sont établis et présentés conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France et aux dispositions du règlement n°2020-01 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021.

Celui-ci est appliqué dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : coûts historiques, continuité d'exploitation, indépendance des exercices, permanence des méthodes.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

3.1 Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles la société NOVATECH INDUSTRIES exerce un contrôle exclusif, sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminées selon les règles de consolidation.



Les transactions libellées en devise sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les créances et dettes en devise sont converties au taux de change de clôture.

Les éventuels écarts de conversion en résultant sont maintenus au bilan et les pertes de conversion latentes sont provisionnées selon le règlement ANC 2020-01.

3.1.1 Ecart d'acquisition

Lors de la première consolidation d'une entreprise, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif fait l'objet d'une évaluation. Les éléments identifiables sont inscrits à l'actif à leur valeur d'évaluation, si celle-ci est différente de leur valeur dans les livres de la société acquise.

3.1.2 Méthodes obligatoires

Le groupe retient la méthode obligatoire pour le traitement comptable :

- Des engagements de retraite et assimilés :

Le groupe comptabilise une provision pour la totalité des engagements de retraite et des gratifications d'ancienneté en application de la recommandation n°2003-R01 du 1^{er} avril 2003 du Conseil National de la comptabilité (voir en 3.2.9).

- Des contrats de location-financement :

Le groupe comptabilise les contrats de location financement selon les modalités détaillées au paragraphe 3.2.7.

- Des écarts de conversion :

Les transactions libellées en devise sont converties aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les créances et dettes en devise sont converties au taux de change de clôture.

Les éventuels écarts de conversion en résultant sont maintenus au bilan et les pertes de conversion latentes sont provisionnées selon le règlement ANC 2020-01.



3.2 Méthodes d'évaluation et de présentation

3.2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées exclusivement de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur une durée de 2 à 5 ans.

3.2.2 Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée attendue des avantages économiques futurs générés des biens en mode linéaire. Les durées d'amortissements moyennes sur le groupe sont :

Nature	Durée
Constructions	20 ans
Matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Aménagements Agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau Informatique	3 ans
Mobilier de bureau	7 ans

3.2.3 Stocks et en cours de production

Les stocks sont constitués de stocks de composants, d'en-cours de production et de produits finis assemblés.

Les stocks de matières, composants et autres approvisionnements, sont évalués au coût moyen pondéré.

Les produits finis et les en cours de production sont évalués au coût de revient complet.

Une dépréciation est calculée article par article pour ramener leur valeur à une valeur de réalisation effective, si celle-ci est inférieure au prix de revient.



3.2.4 Créances et dettes

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture font l'objet d'un examen individuel et les dépréciations nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de non-recouvrement.

Les sociétés du groupe ont souscrit un contrat d'assurance-crédit auprès la société CREDENDO. Pour les créances assurées et pour lesquelles il existe un risque de non-recouvrement, la provision se limite au montant de la franchise. Pour les autres créances, le montant de la provision est déterminé au cas par cas en fonction de la meilleure estimation du risque.

Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros, calculée en utilisant le taux de change à la date de clôture des comptes.

Pour se prémunir du risque de change, les dettes libellées en devises USD font l'objet d'une couverture de change par le biais d'achat à terme fixe de devises sur le compte bancaire en devises.

L'écart de change est ainsi mis en évidence au moment de la couverture sur la base du taux garanti.

3.2.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût historique d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire, calculée par catégorie de titres, est inférieure à la valeur comptable.

3.2.6 Impôts différés

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé.

L'impôt exigible est constitué :

- du montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéficiaire imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture,
- et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Le taux d'impôt différé est de 25 % en 2023.

En application du règlement ANC 2020-01, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.



Lors des exercices précédents, les impôts différés actifs n'étaient constatés qu'à hauteur des passifs, sauf lorsqu'il existe une probabilité de pouvoir récupérer cet impôt sur les sociétés.

Les impôts différés n'avaient pas été maintenus en raison d'incertitudes de perspectives de récupération et d'imputation sur les bénéfices fiscaux futurs dans un horizon de 2 à 3 ans.

Un retour à l'équilibre des sociétés du groupe en 2021 a permis de revoir cette position.

3.2.7 Crédit-bail

Les contrats de location de longue durée qui s'apparentent à un financement sont enregistrés dans les comptes sous la forme d'une immobilisation corporelle et d'un emprunt correspondant.

Les redevances de crédit-bail sont éliminées du compte de résultat et la charge d'amortissement ainsi que la charge du financement lui sont substituées comme si l'entreprise était effectivement propriétaire du bien. Ce retraitement est effectué sur la durée normale d'utilisation du bien financé indépendamment de la durée du contrat de financement conclu.

3.2.8 Provisions

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. A la clôture de l'exercice, un passif est comptabilisé si l'obligation existe à cette date et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les dispositions relatives à l'évaluation des provisions à leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité s'appliquent à leur évaluation postérieure. Les provisions sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister, c'est-à-dire soit quand l'entité n'a plus d'obligation, soit quand il n'est plus probable que celle-ci entraînera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente de la part du tiers.



3.2.9 Indemnités de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation prévues par la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 du Conseil National de la Comptabilité, en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

La loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 portant réforme des retraites prévoit, d'une part, l'allongement de la durée de cotisation des salariés pour obtenir une retraite à taux plein, et d'autre part, elle modifie les modalités de départ à la retraite.

- L'âge légal de départ à la retraite est porté à 64 ans au lieu de 62 ans et l'augmentation de la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite sans décote augmente à 43 annuités (172 trimestres).

L'âge légal de départ à la retraite est déterminé en fonction de l'année de naissance et sera progressivement relevé de 62 à 64 ans :

Année de naissance	Age légal de départ à la retraite
Du 01/04/1957 au 31/08/1961	62 ans
Du 01/09/1961 au 31/12/1961	62 ans et 3 mois
1962	62 ans et 6 mois
1963	62 ans et 9 mois
1964	63 ans
1965	63 ans et 3 mois
1966	63 ans et 6 mois
1967	63 ans et 9 mois
À partir de 1968	64 ans

- Sauf exception, l'employeur ne peut pas mettre à la retraite un salarié avant que celui-ci puisse bénéficier d'une pension à taux plein.

Le calcul de l'indemnité de départ à la retraite est calculé conformément aux modalités fixées dans les avenants du 21 juin 2010 à l'accord national de mensualisation du 10 juillet 1970 et à la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie du 13 mars 1972.



Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

Hypothèses de calcul de la dette actuarielle des indemnités de fin de carrière (IFC)	31/12/2023	31/12/2022
Taux d'actualisation	3,170 % iBoxx Euro Corporates AA 10+	3,030 % OAT 10 ans
Taux de croissance des salaires (cadres et non cadres)	2,50 %	1,84 %
Age de départ	64 ans - non-cadres 66 ans - Cadres	67 ans
Table de mortalité	Table INSEE TH 19-21 / TF 19-21	Table INSEE TH 12-16 / TF 12-16
Dette à la clôture (en milliers d'euros)	1 285	1 335

Les charges de retraite sont déterminées à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière, en tenant compte notamment :

- des droits conventionnels en fonction de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel ;
- du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties estimées ;
- des salaires et appointements incluant un coefficient de charges sociales patronales en vigueur ;
- d'un taux de revalorisation annuel des salaires ;
- de l'espérance de vie des salariés déterminée à partir de tables statistiques ;
- d'un taux d'actualisation de l'engagement de retraite, revu chaque année.

3.2.10 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en tenant compte du nombre d'actions existantes à la clôture de l'exercice.

Aucun instrument financier dilutif ou potentiellement dilutif n'existe à la clôture de l'exercice.

3.2.11 Effets escomptés non échus

Les effets escomptés non échus à la clôture de l'exercice sont retraités pour être comptabilisés au passif en concours bancaires courant. En contrepartie, la créance client est portée à l'actif dans le poste client.



3.2.12 Subventions d'investissement

Les Subventions d'investissement sont comptabilisées en capitaux propres :

- Lors de l'octroi de la subvention, crédit direct dans les capitaux propres,
- Reprise en résultat exceptionnel, de manière étalée, au rythme des amortissements pratiqués sur les biens subventionnés.

3.2.13 Résultat exceptionnel

Toutes les opérations résultant de l'exploitation de l'entreprise, qu'elle qu'en soit la fréquence de réalisation ou le montant, sont incluses dans le résultat d'exploitation avant dotations des amortissements des écarts d'acquisition.



4 NOTES SUR LE BILAN

4.1 Immobilisations incorporelles

4.1.1 Immobilisations incorporelles – valeurs brutes

4.1.1.1 Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2022
Progiciels	1 008	52	-	1 059
<i>Dont Crédit-Bail</i>	<i>176</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>176</i>
TOTAL	1 008	52	-	1 059

4.1.1.2 Exercice clos le 31 décembre 2023

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2023
Progiciels	1 059	18	1	1 076
<i>Dont Crédit-Bail</i>	<i>176</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>176</i>
TOTAL	1 059	18	1	1 076

4.1.2 Immobilisations incorporelles – amortissements

4.1.2.1 Exercice précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2022
Progiciels	855	86	-	942
<i>Dont Crédit-bail</i>	<i>176</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>176</i>
TOTAL	855	86	-	942



4.1.2.2 Exercice clos le 31 décembre 2023

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2023
Progiciels	942	71	1	1 012
<i>Dont Crédit-bail</i>	<i>176</i>	-	-	<i>176</i>
TOTAL	942	71	1	1 012

4.2 Immobilisations corporelles

4.2.1 Immobilisations corporelles – valeurs brutes

4.2.1.1 Exercice Précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2022
Terrains	196	-	-	196
<i>dont crédit-bail</i>	<i>36</i>	-	-	<i>36</i>
Constructions sur sol propre	1 220	250	-	1 470
<i>dont crédit-bail</i>	<i>355</i>	-	-	<i>355</i>
Installations techniques mat. et out.	9 656	713	-	10 369
<i>dont crédit-bail</i>	<i>2 195</i>	-	-	<i>2 195</i>
Autres immobilisations corporelles	1 482	98	-	1 581
<i>dont crédit-bail</i>	<i>131</i>	-	-	<i>131</i>
Immobilisations en cours	2	3	2	3
TOTAL	12 555	1 065	2	13 618

4.1.2.3 Exercice clos le 31 décembre 2023

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2023
Terrains	196	-	-	196
<i>dont crédit-bail</i>	<i>36</i>	-	-	<i>36</i>
Constructions sur sol propre	1 470	43	-	1 513
<i>dont crédit-bail</i>	<i>355</i>	-	-	<i>355</i>
Installations techniques mat. et out.	10 369	777	1 091	10 055
<i>dont crédit-bail</i>	<i>2 195</i>	-	-	<i>2 195</i>
Autres immobilisations corporelles	1 581	153	81	1 652
<i>dont crédit-bail</i>	<i>131</i>	-	-	<i>131</i>
Immobilisations en cours	3	22	-	25
TOTAL	13 618	995	1 173	13 440



4.2.2 Immobilisations corporelles – amortissements

4.2.2.1 Exercice Précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2022
Terrains				
<i>dont crédit-bail</i>				
Constructions sur sol propre	951	42	-	994
<i>dont crédit-bail</i>	355	-	-	355
Installations techniques mat. et out.	7 521	614	-	8 135
<i>dont crédit-bail</i>	2 191	4	-	2 195
Autres immobilisations corporelles	865	240	-	1 104
<i>dont crédit-bail</i>	130	1	-	131
Immobilisations en cours				
TOTAL	9 337	896	-	10 233

4.1.2.4 Exercice clos le 31 décembre 2023

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Au 31/12/2023
Terrains				
<i>dont crédit-bail</i>				
Constructions sur sol propre	994	54	-	1 048
<i>dont crédit-bail</i>	355	-	-	355
Installations techniques mat. et out.	8 135	730	1 091	7 774
<i>dont crédit-bail</i>	2 195	-	-	2 195
Autres immobilisations corporelles	1 104	242	81	1 265
<i>dont crédit-bail</i>	131	-	-	131
Immobilisations en cours				
TOTAL	10 233	1 026	1 173	10 087



4.3 Immobilisations financières

4.3.1 Exercice Précédent

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2022
Autres participations	-			-
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières (1)	1 389	457	772	1 074
TOTAL	1 389	457	772	1 074

4.1.2.5 Exercice clos le 31 décembre 2023

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions virements	Au 31/12/2023
Autres participations	-			-
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières (1)	1 074	552	418	1 208
TOTAL	1 074	552	418	1 208

- (1) La variation du poste «Prêts et autres immobilisations financières» est principalement constituée des mouvements des fonds de garantie d'affacturage et des prêts aux organismes gérant la participation des employeurs à l'effort de construction.

4.4 Stocks et en cours de production

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Matières Premières	29 444	28 183
En cours de biens	6 295	3 428
En cours de services	111	213
Produits intermédiaires et finis	1 019	760
TOTAL	36 869	32 585



4.5 Dépréciations des actifs

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Au 31/12/2023
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
Matières premières	1 406	152	-	1 558
En-cours de production	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	84	5	14	75
Clients (1)	732	-	165	568
Autres créances				
TOTAL	2 222	156	178	2 200

4.6 Créances clients

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Clients	12 292	9 978
Clients Cession affacturage	(6 008)	(5 246)
Clients Effets à Recevoir	-	-
Clients Douteux (1)	648	648
Clients – Factures à établir	92	84
TOTAL	7 024	5 464

- (1) Les comptes clients douteux concernent notamment une créance sur le client BRANDT COOKING d'un montant de 513 839 euros, FALCOM GmbH d'un montant de 229 481 euros.

La mise en redressement judiciaire du client SAS CRISTEC le 11 janvier 2023 a conduit à constater une dépréciation de 100 % de la créance existante à la clôture de l'exercice précédent.

Le client a fait l'objet d'un plan de reprise, et un règlement partiel de 40 % de la créance a été perçu (avec abandon du solde).

La dépréciation est reprise pour la totalité à la clôture du 31 décembre 2023 pour un montant de 164 833 euros.

4.7 Détail des autres créances

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Créances de TVA	2 689	795
Créances sur l'état (Impôt sur les bénéfices)	128	299
Autres créances sur l'Etat	-	82
Impôts différés	333	649
Autres débiteurs	2 419	1 174
Charges constatées d'avance	198	93
TOTAL	5 767	3 092



4.8 Valeurs mobilières de placements

En milliers d'€uros	31/12/2023	Valeur de marché
Autres titres Sicav – FCP	40	40
Autres titres Actions		
TOTAL	40	40

4.9 Etat des échéances des créances

(en milliers d'€uros)	Total	A 1 an au plus	A plus d'un an
Autres immobilisations financières	511	35	476
Créances clients	7 024	6 376	648
Autres créances	5 434	3 646	1 788
Fiscalité différée active	333	333	0
TOTAL	13 302	10 390	2 912



4.10 Capitaux propres

Le capital social s'élève à 2 020 884 euros au 31 décembre 2023 et se compose de 1 010 442 actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Il n'existe aucun instrument financier dilutif au 31 décembre 2023, ni aucune délégation en cours de validité.

4.10.1 Analyse de la variation des capitaux propres du Groupe

(en milliers d'euros)	Capital	Prime	Réserve légale	Autres Réserves	Réserves consolidées et R.A.N.	Résultat exercice	Subv. Investissement	Total capitaux propres
Clôture au 31 décembre 2022	2 021	-	202	1 248	4 967	(454)	381	8 365
Affectation du résultat				(320)	(134)	454		-
Subvention Investissement (1)							(80)	(80)
Résultat du groupe						2 062		2 062
Clôture au 31 décembre 2023	2 021	-	202	928	4 833	2 062	301	10 347

- (1) Dans le cadre du plan de relance de l'Economie, la société Novatech Technologies a défendu un projet d'investissement sur 30 mois de 2,7M€ et bénéficie d'une subvention de 800 K€ pour soutenir ces investissements. Cette aide de l'État a été versée pour moitié le 28 juillet 2021 le solde étant prévu au terme du programme en octobre 2023. Le déploiement des projets est plus long qu'initialement prévu, le solde de la subvention n'est pas encore perçu.

Le montant perçu de 400 k€ est porté dans les comptes au passif du bilan, diminué de la quote-part de subvention qui est portée au résultat pour 79 800 euros.

4.10.2 Instruments financiers liés au capital

A la date d'arrêté des comptes, aucun instrument financier lié au capital n'avait été créé.

4.11 Analyse de la variation des intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Réserves	Résultats	Totaux
Clôture au 31 décembre 2022	737	(18)	719
Affectation du Résultat	(18)	18	-
Résultat		253	253
Clôture au 31 décembre 2023	719	253	972



4.12 Résultat net par action

(en Euros)	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois
Avant dilution ⁽¹⁾ :		
Résultat courant par action	2,87	(0,72)
<i>Résultat net par action</i>	2,29	(0,47)

(1) Calculé sur le nombre d'actions en circulation au cours de la période. Ce dernier s'élève au 31 décembre 2023 à 1 010 442 actions.

4.13 Provisions

(en milliers d'€uros)	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2023
Provision pour garantie client	2	-	1	1
Provision pour litiges	-	-	-	-
Indemnités de fin de carrière	1 335	180	231	1 285
Impôts différés passifs				
TOTAL	1 337	180	232	1 285



4.14 Dettes financières

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts auprès des établissements de Crédit (1)	4 908	7 247
Dettes Financières diverses	0	0
Crédit-bail	-	-
Concours Bancaires	4	4
TOTAL	4 912	7 251

- (1) Pour rappel, afin de faire face aux conséquences financières de la crise sanitaire de la Covid-19, la société Novatech Industries a souscrit 3 emprunts de 800 k€ ; la société Novatech Technologies a souscrit 3 emprunts de 1 200 k€ ; le tout au titre du « Prêt Garanti par l'Etat » auprès de ces partenaires financiers (BPGO, CIC Ouest, BPI France)
Conformément à la décision des conseils d'administration du 25 février 2021, ils feront l'objet d'un remboursement sur 5 ans avec un différé de 1 an, soit un remboursement du capital en 48 mensualités à partir de mai 2022 et un paiement à partir de mai 2021 des intérêts et frais de garantis.

Les souscriptions et remboursements de l'exercice sont détaillés ci-dessous.

	01/01/2023	Souscriptions	Remboursements	31/12/2023
Financements CICE	-	-	-	-
Emprunt immobilier	155	-	70	85
Emprunts BPO	1 047	-	389	657
Emprunt BPI	872	-	386	485
Emprunts PGE	5 174	-	1 493	3 680
Intérêts courus	4	4	4	4
Total	7 251	4	2 343	4 912

Le Groupe NOVATECH INDUSTRIES bénéficie d'un contrat d'affacturation conclu avec FactoFrance depuis août 2012.

Les flux du contrat à la clôture de l'exercice sont :

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients cédées en affacturation en diminution du poste client	6 008	5 246
Retenue de Garantie	508	418
Réserve de Financement	306	502



Les commissions versées au factor au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 se sont élevées à 347 678 euros contre 160 612 euros en N-1. Les commissions sont enregistrées au niveau du résultat d'exploitation pour 71 280 euros (67 204 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022) et au niveau du résultat financier pour 276 399 euros (93 408 euros au 31 décembre 2022).

Le groupe a également souscrit au cours de l'exercice un contrat d'assurance-crédit auprès de la société CREDENDO comme précisé au paragraphe 3.2.4.

La prime d'assurance comptabilisée dans les charges d'exploitation s'est élevée à 135 890 euros.

4.15 Etat des échéances des dettes

(en milliers d'€uros)	TOTAL	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de Crédit	4 908	2 331	2 577	-
Dettes Financières diverses	0	0	-	-
Concours Bancaires et Dailly	4	4	-	-
Dettes Fournisseurs	13 877	13 877	-	-
Dettes Fiscales et Sociales	3 329	3 329	-	-
Dettes sur Immobilisations	16	16	-	-
Autres Dettes	21 646	21 646	-	-
TOTAL	43 779	41 202	2 577	-

4.16 Dettes fiscales et sociales

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Personnel et comptes rattachés	1 102	809
Dettes / organismes sociaux	1 088	894
Dettes fiscales (IS, TVA...)	1 139	313
TOTAL	3 329	2 016

4.17 Autres dettes

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Dettes sur immobilisations	16	124
Divers Charges à Payer	11	26
Clients Avances et acomptes (1)	21 145	15 887
Clients, avoirs à établir	201	260
Produits constatés d'avance	289	313
TOTAL	21 662	16 609

(1) Les acomptes perçus correspondent pour les marchés de la défense, à des jalons de facturation effectués en début d'affaire pour approvisionner la matière première nécessaires à la fabrication de l'intégralité des produits.

Ils sont ensuite déduits lors de la facturation au moment de la livraison des matériels.

Ils suivent la même progression que le chiffre d'affaires de cette activité.



5 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1 Chiffre d’Affaires

Le chiffre d’affaires du Groupe est composé quasi exclusivement de la commercialisation des solutions et produits à base d’électronique (cartes, systèmes complexes...) qu’il fabrique.

Le chiffre d’affaires est reconnu sur l’exercice, s’il est certain dans son principe et son montant acquis à l’exercice ; ainsi, les ventes de produits finis sont comptabilisées à la date de transfert de propriété selon l’incoterm retenu.

De manière encore marginale, le chiffre d’affaires comprend également des revenus issus de prestations de bureau d’études et de conception. Ces prestations sont enregistrées en résultat au fur et à mesure de leur avancement.

(en milliers d’€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises		
Ventes de produits finis et intermédiaires	58 413	44 036
Prestations de services	6 110	7 391
TOTAL	64 523	51 427
France	62 159	48 617
Europe	2 311	2 737
Export	53	72
TOTAL	64 523	51 427

5.2 Autres produits d’exploitation

(en milliers d’€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Production stockée (1)	3 024	1 757
Production immobilisée	-	-
Subvention d’exploitation	-	-
Reprise aux amortissements et provisions	411	65
Transfert charges d’exploitation	100	158
Autres produits	180	91
TOTAL	3 715	2 070

(1) Les stocks de produits et d’en cours de production connaissent une croissance en rapport avec l’activité.



5.3 Achats et charges externes

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Etudes et prestations de services	1 447	1 648
Achats consommés (1)	42 658	34 371
Locations et charges locatives	596	475
Intérim	-	5
Honoraires	439	344
Publicité, relations extérieures	11	12
Déplacements, missions, réceptions	85	67
Autres charges externes	3 115	2 154
Achats et charges externes	48 351	39 075

(1) Les achats consommés de l'exercice connaissent une croissance comparable au chiffre d'affaires.

5.4 Frais de personnel

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Salaires et traitements	11 085	9 844
Charges sociales	3 299	3 169
Participation des salariés	115	-
Accord d'Intéressement	-	-
TOTAL	14 499	13 013

La masse salariale connaît une croissance maîtrisée liée à la variation d'activité. Elle représente 22, 29 % du chiffre d'affaires en 2023, contre 25,30 % en 2022.



5.5 Dotations aux amortissements et aux provisions

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux amortissements sur Immobilisations	1 091	983
Dépréciations sur actif circulant	156	244
Dotations aux provisions	180	26
TOTAL	1 427	1 253

5.6 Analyse du résultat financier

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS FINANCIERS		
Intérêts et Produits assimilés	4	1
Reprises de provisions	-	21
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	(363)	(208)
Charges nettes/cessions valeurs mobilières		
Provisions	-	(50)
TOTAL	(359)	(236)

5.7 Analyse du résultat exceptionnel

(en milliers d'€uros)	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Prix de cession des immobilisations	0	0
Reprise Provisions	-	89
Divers	-	-
Quote-part Subventions	80	47
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Amendes et pénalités	(65)	-
Valeur nette comptable immobilisations sorties	-	-
Dotations provisions	(7)	-
Divers	-	-
TOTAL	7	136



5.8 Impôts

5.8.1 Ventilation de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Impôt exigible, provision impôt société	(271)	115
Impôt différé	(317)	
TOTAL	(588)	115

5.8.2 Ventilation des impôts différés

Variation des impôts différés	31/12/2023	31/12/2022
Impôts différés	-	-
<i>Report déficitaire</i>	(317)	-
<i>Différence temporaire</i>		
<i>Impôts sur reports déficitaires non activés N-1</i>		

5.8.3 Rapprochement entre l'impôt effectif et l'impôt théorique

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Résultat avant impôt	2 904	(587)
Amortissement écart acquisition	-	-
Résultat non fiscalisé	-	-
Résultat avant impôt fiscalisé	2 904	(587)
Taux d'impôt théorique	25 %	25 %
Impôt théorique	726	(147)
Impact des charges ou produits définitivement non déductibles ou non imposables	23	11
Impact des divergences temporaires sociales et consolidées	68	(14)
Impôts différés actifs		-
Impact des actifs d'impôts différés non comptabilisés	271	(12)
Impact des reports déficitaires non activés	22	161
Impact des crédits d'impôts		(50)
Impôt Société		(66)
Impact des reports déficitaires non activés sur N-1	(522)	
Impact des différences de taux d'imposition avec la mère		
Impact de l'effet de la variation des taux d'imposition entre N et N-1		
Impact des changements de méthode comptable et corrections d'erreurs		
Impôt effectif	588	115
Impôt comptabilisé	588	115
Ecart	-	-



6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Informations par zones géographiques

L'activité de l'entreprise est aujourd'hui constituée de prestations globales dont la nature ne permet pas à ce jour de distinguer des activités sectorielles opérant sur des marchés ou dans des conditions économiques différentes de l'entreprise elle-même.

6.2 Risques de taux et de change

Le groupe est exposé au risque de taux et utilise dans la gestion de sa trésorerie ou de sa dette des produits dérivés.

Les instruments de couverture à terme utilisés permettent de partiellement sécuriser le taux de conversion en USD des dettes fournisseurs dans cette devise.

A la clôture de l'exercice 2023 est en place avec le CIC Ouest :

- Une suite de barrières activantes à échéance chaque fin de mois, à compter de janvier 2024 pour 12 mois, pour un nominal mensuel de 50 000 ou 100 000 USD.
- Un terme accumulateur permettant d'accumuler des achats de 5 000 ou 10 000 USD de façon hebdomadaire, à un cours plus favorable que le cours à terme prévalant sur le marché lorsque l'opération a été initiée.
Les montants accumulés ont été livrés à la fin de la stratégie le 4 janvier 2024.

6.3 Engagements hors bilan

6.3.1. Garanties apportées partenaires financiers

Dans le cadre du plan d'investissement il a été apporté les garanties suivantes en contrepartie des prêts obtenus :

Novatech Industries :

- Nantissement de rang 1 du fonds de commerce de Novatech Industries à hauteur de 50 % des prêts cumulés de 1 520 000 euros (bénéficiaire BPO).
Garantie apportée par le Fonds Européen d'Investissement pour le solde
- Nantissement des matériels financés à hauteur de 100 % des prêts de 768 762 euros (bénéficiaire BPI France)

Novatech Technologies :

- Nantissement de rang 1 du fonds de commerce de Novatech Industries à hauteur de 50 % des prêts cumulés de 980 000 euros (bénéficiaire BPO).
Garantie apportée par le Fonds Européen d'Investissement pour le solde
- Nantissement des matériels financés à hauteur de 100 % des prêts de 1 186 957 euros (bénéficiaire BPI France).



6.4 Rémunérations des organes de direction

La rémunération des membres des organes de direction ne peut être indiquée, car elle ne concerne qu'une personne.

Les membres des organes d'administration de la société consolidante ont perçu 11 880 euros de rémunération des administrateurs au cours de l'exercice.

Il n'existe aucun engagement complémentaire au bénéfice des membres des organes de direction du groupe.

6.5 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 107 477 € pour l'exercice 2023.

6.6 Effectifs

	31/12/2023	31/12/2022
Cadres	67	63
Agents de maîtrise et Techniciens	118	102
Employés et ouvriers	177	139
Total	363	304

Ce tableau des effectifs reprend l'effectif moyen employé et mis à disposition au cours de la période.